Le droit à la terre: un combat permanent

La FIMARC fédération internationale de mouvements d'adultes ruraux catholiques, dont le CMR est un membre fondateur, rassemble aujourd'hui trente-quatre organisations rurales d'inspiration chrétienne sur quatre continents. La majorité des ruraux ainsi rassemblés, en Afrique, Amérique latine et Asie sont des petits paysans, parfois sans terre, le plus souvent pauvres. Le droit à la terre est donc une préoccupation fondamentale pour tous et un sujet fréquemment abordé dans nos rencontres.

Les Dalits en Inde: droit reconnu, mais toujours à conquérir

Nicholas Chinappan, longtemps représentant de l'organisation indienne INAG, à la FIMARC, nous a souvent parlé de son combat avec ses frères Dalits pour que leur droit à cultiver les terres qui leur ont été attribuées soit enfin appliqué. Les Dalits ou intouchables, hors castes, selon la tradition millénaire hindoue, vivent majoritairement dans les campagnes où le système des castes est encore plus ancré qu'en ville. Les terres sont concentrées dans les mains de grands propriétaires: 12 % des familles possèdent 60 % de la terre. Les Dalits y travaillent comme ouvriers agricoles et ce, dans une grande précarité. Dans la réalité, l'accès à la terre leur est refusé.

Les Ejidos au Mexique: de la propriété collective à la privatisation

- La révolution mexicaine de 1910 est d'abord une révolution paysanne contre les grandes propriétés qui concentraient l'essentiel des terres et affamaient des millions de paysans sans terre.
- La loi de 1920 met en place la propriété collective des terres qui durera soixante dix ans.

En 1992, ce même parti mettra fin à une gestion collective des terres avec une libéralisation complète de toute l'économie agricole et la privatisation de toutes les terres gérées communautairement.

- En 2000 le parti unique confirme la politique de privatisation du foncier et de démantèlement de la politique agricole mexicaine, pour privilégier le libre-échange au profit de l'agriculture subventionnée des USA et du Canada.

Terres et marché du carbone

En Ouganda, au Brésil, mais aussi dans d'autres pays du Sud, des surfaces importantes de terres sont louées à des entreprises internationales afin d'y planter des eucalyptus. Il s'agit de compenser les émissions de gaz à effet de serre. Un hectare de forêt d'eucalyptus permet d'absorber 12 tonnes de CO_2 par an soit trois fois ce que piègent les forêts de feuillus sous nos latitudes. Une tonne de CO_2 absorbé rapporte à l'heure actuelle environ douze € sur le marché des crédits carbone.

En Ouganda, selon John Mwidu, notre correspondant FIMARC, les petits paysans cultivant ces terres ont été tout simplement expropriés sans autre forme de procès, avec l'interdiction d'y mettre les pieds, de couper quoi que ce soit pendant trente ans. C'est l'État ougandais qui s'est chargé de l'opération, dans des conditions financières inconnues des paysans et sans aucune indemnisation pour eux.

Espoirs pour l'avenir

Des petits paysans rencontrés au Paraguay, confinés sur quelques hectares gérés en agroforesterie, nous ont témoigné de leur foi en l'avenir malgré l'environnement qui leur est imposé par des grandes exploitations spécialisées en soja et maïs OGM pour l'alimentation de nos animaux en Europe ou aux USA. Ils développent des systèmes de production très complexes, associant diverses cultures, retrouvant des variétés anciennes, ils ont constitué pour cela une maison des semences. Ils commercialisent leurs produits dans la ville voisine, en partenariat avec des citadins qui les soutiennent, sortes d'AMAP, à la mode paraguayenne. Ils craignent que leurs terres ne leur soient reprises car ils n'ont pas fini de les payer. Mais, regroupés au sein du mouvement KOETI, nouveau membre de la FIMARC, avec leur président Padre Pascual Kinoti, ils ne baissent pas les bras, se forment, s'ouvrent aux réalités internationales. Leur énergie est communicative.

Pierre CAREIL
Ancien délégué CMR à la FIMARC
Montgeron (Essonne)